

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Élections et finances publiques : doit-on s'inquiéter?

Par Francis Généreux, économiste principal

La tension et l'incertitude entourant les élections américaines du 5 novembre sont à leur comble. Les sondages se sont resserrés et les écarts séparant Donald Trump et Kamala Harris dans les intentions de vote sont bien à l'intérieur des marges d'erreur des différentes enquêtes. Présentement, personne ne peut clairement prévoir qui occupera le Bureau ovale le 20 janvier prochain.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas se préparer à certaines éventualités... Et c'est ce que les marchés financiers semblent en train de faire. Des mouvements favorables au candidat républicain dans les sondages ont amené certains ajustements dans les portefeuilles. La volatilité sur le marché boursier américain est nettement plus élevée qu'elle ne l'était en première moitié de l'année. La volatilité du marché obligataire est également en hausse. On remarque notamment une augmentation des taux de rendement sur les marchés obligataires. Depuis un mois, le taux des obligations américaines d'une échéance de dix ans a bondi de plus de 60 points de base pour atteindre près de 4,30 %. Plusieurs facteurs contribuent à cette augmentation des taux. Premièrement, la conjoncture économique américaine demeure solide, comme on l'a vu avec certaines des données publiées cette semaine. Le PIB réel du troisième trimestre ainsi que la confiance des consommateurs selon l'indice du Conference Board ont affiché de bons résultats. Même la contreperformance des résultats de l'emploi (largement due aux ouragans et à un conflit de travail) n'a pas vraiment changé la donne. Cela devrait inciter la Réserve fédérale à ne pas presser le pas dans la normalisation de ses taux directeurs et, conséquemment, cela tire bien moins vers le bas les taux de plus longues échéances.

Il ne faut toutefois pas sous-estimer l'effet des élections sur les perspectives des marchés financiers, et du marché obligataire

en particulier. Comme nous l'avons indiqué dans notre [Point de vue économique](#) portant sur les enjeux de l'élection et les propositions des candidats, les programmes présentés par Kamala Harris et, spécialement, par Donald Trump ont une saveur inflationniste et, surtout, pourraient avoir des conséquences importantes sur les finances publiques américaines.

Cela est d'autant plus vrai que la situation financière du gouvernement fédéral américain laisse à désirer. C'est ce que nous montrent les résultats de l'exercice 2024 qui s'est achevé le 30 septembre avec un déficit public de 1 832,8 G\$ US. C'est une détérioration par rapport au déficit de 1 695,2 G\$ US enregistré à l'exercice 2023.

Pourquoi les finances publiques fédérales se sont-elles à nouveau détériorées?

Le plus gros manque à gagner ne vient pas des revenus du gouvernement. Ces derniers se sont plutôt accrus de 479,5 G\$ US, soit une hausse de 10,8 %. Aidée par des revenus plus grands chez les ménages et une inflation encore présente, l'imposition du revenu des particuliers a augmenté de 11,5 % et explique environ la moitié de la hausse des recettes du gouvernement.

C'est du côté des dépenses où le bât blesse. Elles ont bondi de 10,1 %, soit de 617,0 G\$ US durant l'exercice 2024. Une partie de cette hausse provient d'un niveau artificiellement trop bas en 2023 qui ne comprenait pas des changements opérés dans les programmes de prêts étudiants à la suite d'une décision de la Cour suprême. Si l'on en tient compte, la hausse est plutôt de 283 G\$ US (+4,4 %). Le service de la dette est responsable d'une bonne partie de cette augmentation, soit 254 G\$ US, et ce,

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	5
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne
 Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Hélène Bégin, économiste principale • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro • Francis Généreux, économiste principal
 Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Hendrix Vachon, économiste principal • LJ Valencia, analyste économique
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2024, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

surtout à cause de taux d'intérêt plus élevés. On remarque aussi, entre autres, de plus grandes dépenses pour la sécurité sociale (+103 G\$ US), pour la défense (+50 G\$ US) et pour le programme Medicare (+28 G\$ US) qui ont été en partie compensées par des baisses du côté du programme d'assurance-dépôt (-55 G\$ US), du programme de garantie des pensions (-28 G\$ US) et du programme d'aide alimentaire aux plus démunis (-28 G\$ US).

Une dette toujours plus élevée...

L'ampleur du déficit en 2024 fait évidemment grimper la dette à nouveau. Elle se situait à 35 464,7 G\$ US au 30 septembre. Si l'on ne tient compte que de la dette détenue par le public (qui exclut les comptes fédéraux intergouvernementaux, mais qui inclut ce que détient la Réserve fédérale), la dette était de 28 307 G\$ US. Cela représente environ 98 % du PIB, en hausse par rapport au ratio de 96 % de la fin de l'exercice 2023.

Il est probable que la dette publique dépasse le PIB au cours des prochains exercices. Dans ses prévisions de juin dernier, le Congressional Budget Office (CBO) sous-estimait un peu l'ampleur du déficit et de la dette pour 2024 et voyait une dette détenue par le public à 99 % en 2025 et à 101,6 % en 2026.

Et ce ne sont pas les programmes des deux principaux candidats à cette élection qui vont arranger les choses. Dans notre [Point de vue économique](#), nous estimions que le coût des principales mesures proposées par Kamala Harris pouvait faire gonfler les déficits de 2 695 G\$ US en dix ans malgré quelques éléments d'augmentation des recettes fiscales. Du côté de Donald Trump, la facture est encore plus élevée, soit 4 900 G\$ US et cela n'inclut pas d'autres propositions de baisses d'impôts mises de l'avant au cours des récentes semaines (non plus d'éventuels programmes de diminutions – non précisées – des dépenses fédérales, y compris une commission à ce sujet qui serait vraisemblablement dirigée par Elon Musk).

Beaucoup d'inconnues

Il est cependant difficile de croire que le candidat qui sera élu à l'issue du vote de mardi prochain pourra faire tout ce qu'il souhaite dès qu'il arrivera à la Maison-Blanche en janvier. La conjoncture économique et géopolitique peut rapidement faire changer les priorités d'une nouvelle administration.

Si l'élection présidentielle est difficile à prévoir, on ne connaît pas non plus la composition future du Congrès. Au moment d'écrire ces lignes, les probabilités pointaient vers une courte majorité républicaine au Sénat et une mince majorité démocrate à la Chambre des représentants. Soit l'inverse de la composition actuelle. Un Congrès divisé freine toujours les ardeurs de la Maison-Blanche. Dans une telle éventualité, mais sous une présidence Harris, on pourra supposer une situation assez proche de ce que l'on voit actuellement, où peu de nouveaux programmes sont mis de l'avant, mais aussi où il n'y a pas

d'effort sérieux de rééquilibrage des finances publiques. Si c'est Trump qui est président avec une chambre à majorité démocrate, ses nouvelles mesures de baisses d'impôts seraient probablement mort-nées.

On sent que les marchés escomptent davantage une possible victoire de Donald Trump, et que le président irait surtout de l'avant avec ses baisses d'impôts, mais moins avec les programmes qui, selon l'avis assez généralisé parmi les économistes, seraient plus dommageables pour la croissance (tarifs globaux et déportation d'immigrants). Une telle situation serait probablement la plus profitable pour les entreprises américaines. Toutefois, un Congrès divisé est moins favorable à cette éventualité. Sans majorité, de nouvelles baisses d'impôts aux entreprises et aux individus plus fortunés seraient difficiles à faire adopter, mais le président garde une marge de manœuvre plus grande sur les enjeux de la politique commerciale et de la politique d'immigration. Les États-Unis (et le [Canada](#)) pourraient donc devoir vivre avec les conséquences de mesures plus néfastes pour la croissance et aussi plus inflationnistes, mais sans l'effet potentiellement plus positif de baisses supplémentaires d'impôts.

Au terme de cette longue campagne électorale, il y a encore beaucoup d'incertitudes qui, même après le 5 novembre, pourraient provoquer des soubresauts de la confiance des consommateurs (on peut penser aux revirements partisans au sein des indices de confiance en 2016 et en 2020) et alimenter la volatilité des marchés. Malheureusement, il semble y avoir une quasi-certitude : c'est qu'à moins d'un revirement majeur de situation et d'une dose invraisemblable de courage politique, les finances du gouvernement américain ne semblent pas près de s'améliorer.

À surveiller

MARDI 5 novembre - 10:00

Octobre

Consensus	53,5
Desjardins	55,2
Septembre	54,9

JEUDI 7 novembre - 14:00

Novembre

Consensus	4,75 %
Desjardins	4,75 %
18 septembre	5,00 %

JEUDI 7 novembre - 15:00

Septembre

G\$ US	
Consensus	14,450
Desjardins	11,500
Août	8,929

VENDREDI 8 novembre - 10:00

Novembre

Consensus	70,6
Desjardins	70,8
Octobre	70,5

ÉTATS-UNIS

Indice ISM services (octobre) – L'ISM services a connu une forte hausse en septembre, gagnant 3,4 points (sa meilleure croissance mensuelle depuis le mois de mai) et atteignant 54,9, son meilleur niveau depuis février 2023. Les composantes liées à la production actuelle et aux nouvelles commandes ont particulièrement bien performé. On s'attend à ce que le niveau de l'ISM services demeure élevé en octobre. C'est le signal que procurent la plupart des indicateurs régionaux non manufacturiers publiés jusqu'à maintenant pour le présent mois. Les indices de confiance des ménages ont aussi augmenté. L'ISM services pourrait même passer légèrement au-dessus de 55,0.

Réunion de la Réserve fédérale (novembre) – Aux lendemains de la réunion de septembre, il était vraisemblable que la baisse de 50 points soit suivie d'une autre réduction de taux de la même ampleur. Aujourd'hui, comme alors, nous continuons de tabler sur une baisse de 25 points de base, mais l'enjeu n'est plus entre 50 ou 25 points, mais plutôt entre 25 points et des taux inchangés. C'est que la plupart des données économiques publiées depuis un mois dessinent le portrait d'une économie américaine qui demeure vigoureuse, bien que les résultats d'octobre du marché du travail soient moins positifs sous l'effet d'un conflit de travail et des ouragans. L'inflation est toujours en baisse, mais les mouvements récents des indices de base sont moins probants. La décision des dirigeants de la Réserve fédérale (Fed) risque donc d'être plus difficile à prendre que l'on ne pouvait l'imaginer il y a quelques semaines à peine. Rappelons qu'à cause de la journée électorale de mardi, la réunion de la Fed est reportée d'une journée et que le communiqué sera publié jeudi après-midi, juste avant la conférence de presse de Jerome Powell.

Crédit à la consommation (septembre) – Le crédit à la consommation a nettement ralenti entre juillet et août alors que la variation mensuelle est passée de 26,6 G\$ US à 8,9 G\$ US. On s'attend à une augmentation un peu plus forte pour le mois de septembre. C'est le signal procuré par les données hebdomadaires du crédit bancaire. Cela serait aussi compatible avec la hausse des ventes d'automobiles et une baisse moins prononcée des prix de l'essence.

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (novembre – préliminaire) – La confiance des ménages s'est légèrement améliorée en octobre, selon l'indice de l'Université du Michigan. La version préliminaire (68,9) affichait plutôt une baisse par rapport à la donnée de septembre (70,1), mais, à 70,5, la version finale affiche une hausse. On remarque d'ailleurs que cette amélioration provenait surtout des répondants se disant partisans républicains (alors que les sondages favorisant Donald Trump à l'élection du 5 novembre étaient en hausse). Évidemment, l'élection devrait jouer un grand rôle dans les résultats de la confiance du mois de novembre et risque de provoquer un mouvement important entre les versions préliminaire et finale de l'enquête de l'Université du Michigan. La version préliminaire de novembre sera basée sur des données recueillies entre le 22 octobre et 4 novembre (la veille de l'élection) alors que la version finale pourra compter sur des données recueillies jusqu'au 18 novembre. Si l'on se fie aux données économiques plutôt qu'aux aléas de la politique, l'indice de confiance de l'Université du Michigan devrait continuer son modeste mouvement haussier d'octobre. Les prix de l'essence ont continué de diminuer alors que la Bourse fait plutôt du surplace. Les taux d'intérêt hypothécaires ont cependant augmenté. La bonne tenue de l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board en octobre, qui devance souvent les mouvements de l'indice du Michigan, est de meilleur augure, tout comme la diminution récente des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage. Somme toute, on s'attend à ce que l'indice de l'Université du Michigan affiche une légère hausse.

MARDI 5 novembre - 8:30

Septembre	G\$
Consensus	-1,50
Desjardins	-0,70
Août	-1,10

VENREDI 8 novembre - 8:30

Octobre	
Consensus	30 000
Desjardins	30 000
Septembre	46 700

JEUDI 7 novembre - 7:00

Novembre	
Consensus	4,75 %
Desjardins	4,75 %
19 septembre	5,00 %

VENREDI 8 novembre - 20:30

Octobre	a/a
Consensus	0,3 %
Septembre	0,4 %

CANADA

Balance commerciale (septembre) – Le déficit commercial du Canada devrait s'être rétréci en septembre. Du côté des exportations, la baisse anticipée est probablement attribuable aux prix, car on prévoit que l'appréciation du dollar canadien aura fait baisser la valeur des exportations. La baisse de l'indice des prix des importations américaines laisse également présager que les prix des exportations canadiennes pourraient avoir reculé. Cela dit, la hausse du prix de l'or et de la production automobile pourrait compenser une partie de la faiblesse. En ce qui concerne les importations, les données préliminaires sur le commerce aux États-Unis suggèrent une baisse plus importante en septembre que celle attendue du côté des exportations. L'ouragan *Francine*, qui a touché la Louisiane et a pu perturber la circulation des biens, notamment des produits énergétiques, ajoute aussi de l'incertitude à nos prévisions; ses répercussions sur le solde commercial sont encore inconnues.

Création d'emplois (octobre) – La hausse de l'emploi s'est probablement poursuivie au Canada en octobre. Nous estimons que 30 000 emplois ont été créés, ce qui est légèrement supérieur au consensus. Le cycle d'assouplissement monétaire étant bien amorcé, de nouveaux signes d'une reprise de l'activité économique se manifestent, ce qui devrait se répercuter positivement sur le marché du travail. Cela dit, l'offre de main-d'œuvre semble avoir dépassé la demande. Le taux de chômage devrait donc augmenter d'un dixième de point pour atteindre 6,6 %. Outre le taux de chômage global, il faudra aussi surveiller attentivement celui des 25 à 54 ans, car cette cohorte est la plus vulnérable aux conditions sur le marché hypothécaire et elle est celle qui tend à dépenser davantage en moyenne. La récente augmentation du taux de chômage est surtout attribuable aux nouveaux arrivants et aux jeunes, mais les mesures envisagées pour réduire le nombre de résidents temporaires pourraient faire baisser le taux de chômage l'an prochain en réduisant le nombre de travailleurs inactifs. Nous prévoyons que le taux de chômage atteindra un sommet cet hiver avant de retomber l'an prochain grâce aux baisses de taux.


OUTRE-MER


Royaume-Uni : Réunion de la Banque d'Angleterre (octobre) – Jusqu'ici, la Banque d'Angleterre (BoE) a seulement décrété une baisse de 25 points de base pour son principal taux directeur, ce qui est moins que les autres principales banques centrales. Cela n'est pas étranger au fait que l'inflation était demeurée plus élevée au Royaume-Uni, offrant moins de marge de manœuvre à la BoE. Les plus récents chiffres d'inflation ont toutefois été plus encourageants. L'inflation totale est passée sous la cible de 2 %. Les progrès sont aussi notables en excluant les prix des aliments et de l'énergie, avec une variation trois mois annualisée qui s'établit maintenant à 2,5 %. L'inflation britannique semble donc avoir rattrapé son retard par rapport aux autres principales économies, ce qui devrait reconforter la BoE et l'inciter à décréter une nouvelle baisse de taux d'intérêt, laquelle sera probablement suivie de plusieurs autres. Il sera intéressant de voir comment les prévisions d'inflation auront évolué dans le nouveau rapport sur la politique monétaire. Dans son rapport d'août, la BoE ne voyait pas l'inflation baisser aussi rapidement à court terme et anticipait un rebond dans la variation des prix pour l'an prochain. Il sera aussi intéressant de voir si la BoE incorpore les effets du nouveau budget du gouvernement britannique, qui inclut des hausses d'impôts, mais aussi plus de dépenses. Au bout du compte, l'[Office for Budget Responsibility \(en anglais seulement\)](#) estime que le budget pourrait générer un peu plus d'inflation qu'initialement prévu.

Chine : Indice des prix à la consommation (octobre) – L'inflation a de nouveau décéléré en Chine alors qu'elle est passée de 0,6 % en août à 0,4 % en septembre. Les cinq plus fortes hausses se concentrent encore une fois dans l'alimentation, notamment dans les légumes frais (+21,8 %) et le porc (+16,1 %). L'inflation de base, qui exclut l'alimentation et l'énergie, est ainsi plus faible, à 0,1 %. On ne s'attend pas à une accélération imminente des prix. La confiance demeure basse en Chine et il faudra laisser du temps pour que les récentes mesures de relance du gouvernement et de la banque centrale puissent avoir de plus grands effets sur l'économie.

Indicateurs économiques

Semaine du 4 au 8 novembre 2024

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 4	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Sept.	-0,4 %	-0,1 %	-0,2 %
MARDI 5	---	Élections américaines				
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Sept.	-74,5	-84,1	-70,4
	10:00	Indice ISM services	Oct.	53,5	55,2	54,9
MERCREDI 6	---	---				
JEUDI 7	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	28 oct.-1 nov.	225 000	218 000	216 000
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T3	2,3 %	3,2 %	2,5 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T3	0,8 %	0,1 %	0,4 %
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Sept.	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %
	14:00	Réunion de la Réserve fédérale	Nov.	4,75 %	4,75 %	5,00 %
	14:30	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Sept.	14,450	11,500	8,929
VENDREDI 8	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Nov.	70,6	70,8	70,5
	11:00	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, M. Bowman				
CANADA						
LUNDI 4	---	---				
MARDI 5	8:30	Balance commerciale (G\$)	Sept.	-1,50	-0,70	-1,10
MERCREDI 6	12:25	Discours de la première sous-gouverneure de la Banque du Canada, C. Rogers				
	13:30	Publication du résumé des délibérations du Conseil de direction de la Banque du Canada				
JEUDI 7	9:00	Discours d'un sous-gouverneur de la Banque du Canada, R. Mendes				
VENDREDI 8	8:30	Création d'emplois	Oct.	30 000	30 000	46 700
	8:30	Taux de chômage	Oct.	6,6 %	6,6 %	6,5 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 4 au 8 novembre 2024

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
DURANT LA SEMAINE								
Chine	---	Balance commerciale (G\$ US)	Oct.	74,20		81,71		
LUNDI 4								
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Oct.	48,7		48,3		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	44,5		44,5		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	42,6		42,6		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	45,9		45,9		
MARDI 5								
France	2:45	Production industrielle	Sept.	-0,8 %	-0,5 %	1,4 %	0,5 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Oct.	51,7		51,7		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Oct.	51,8		51,8		
Australie	22:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Nov.	4,35 %		4,35 %		
MERCREDI 6								
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Sept.	1,5 %	-2,6 %	-5,8 %	-3,9 %	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Oct.	50,1		49,7		
Italie	3:45	Indice PMI services	Oct.	50,5		50,5		
France	3:50	Indice PMI composite – final	Oct.	47,3		47,3		
France	3:50	Indice PMI services – final	Oct.	48,3		48,3		
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Oct.	48,4		48,4		
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Oct.	51,4		51,4		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Oct.	49,7		49,7		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Oct.	51,2		51,2		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Sept.	-0,6 %	-3,4 %	0,6 %	-2,3 %	
Bésil	16:30	Réunion de la Banque centrale du Brésil	Nov.	11,25 %		10,75 %		
JEUDI 7								
Allemagne	2:00	Balance commerciale (G€)	Sept.	20,9		22,7		
Allemagne	2:00	Production industrielle	Sept.	-1,0 %	-3,2 %	2,9 %	-2,7 %	
Suède	3:30	Réunion de la Banque de Suède	Nov.	2,75 %		3,25 %		
Norvège	4:00	Réunion de la Banque de Norvège	Nov.	4,50 %		4,50 %		
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Sept.	0,5 %	1,3 %	0,2 %	0,8 %	
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Nov.	4,75 %		5,00 %		
VENDREDI 8								
France	2:45	Balance commerciale (M€)	Sept.	nd		-7 371		
France	2:45	Compte courant (G€)	Sept.	nd		-0,6		
France	2:45	Salaires – préliminaire	Sept.	0,5 %		0,6 %		
Italie	4:00	Production industrielle	Sept.	-0,3 %	-3,6 %	0,1 %	-3,2 %	
Italie	6:00	Ventes au détail	Sept.	nd	nd	-0,5 %	0,8 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la consommation	Oct.		0,3 %		0,4 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la production	Oct.		-2,5 %		-2,8 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).